

Direction de l'administration générale et de la réglementation  
*Bureau de l'environnement, de l'urbanisme et du cadre de vie*  
N° 99 - 658 - IC

**- ARRETE -**

**AUTORISANT L'EXPLOITATION  
D'UNE LAITERIE FROMAGERIE A MOYON**

**LE PREFET DE LA MANCHE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**

- VU** la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application,
- VU** la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- VU** la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,
- VU** la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,
- VU** l'arrêté ministériel modifié du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation,
- VU** l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements susceptibles de présenter des risques d'explosion,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées,
- VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,

.../...

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
*Liberté Égalité Fraternité*

VU l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement, modifié le 17 août 1998,

VU la demande et les pièces jointes déposées le 3 juillet 1998 par la S.A. Délicelait sise Z.A. La Busnouvière à Moyon, à l'effet d'être autorisée à exploiter, à ladite adresse, une installation de traitement du lait,

VU les plans et documents annexés à cette demande,

VU l'arrêté préfectoral du 23 septembre 1998 portant ouverture d'enquête publique, effectuée dans les communes de Moyon, Fervaches et Le Mesnil Opac,

VU le registre d'enquête et l'avis du commissaire-enquêteur,

VU l'avis des services consultés et les délibérations des conseils municipaux concernés,

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées,

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène en sa séance du 30 mars 1999,

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRETE**

### **TITRE I**

#### **CHAMP D'APPLICATION**

#### **ARTICLE 1 : AUTORISATION**

La S.A. Délicelait sise Z.A. La Busnouvière à Moyon, à l'effet d'être autorisée à exploiter, à ladite adresse, les installations classées désignées ci-après de son établissement de traitement du lait.

.../...

## **ARTICLE 2 : INSTALLATIONS AUTORISEES**

**2.1 :** L'autorisation d'exploiter vise les installations classées répertoriées dans l'établissement et reprises dans le tableau ci-après :

RUBRIQUE IC	DESIGNATION DES ACTIVITES	A/D ou AS (1)	DESCRIPTION DES INSTALLATIONS
2230	Réception, stockage, traitement et transformation du lait en équivalent-lait	A	Capacité journalière de réception de 450 000 litres équivalent-lait.
211 B 1	Dépôt de gaz combustible liquéfié Stockage sous pression en réservoir fixe	D	Dépôt de 30 m³.
2920-2	Installation de réfrigération ou compression	D	Puissance absorbée : 150 kW (réfrigération : 2 x 45 kW,(R22) et compression : 60 kW).

(1) A : Activité soumise à autorisation préfectorale

D : Activité soumise à déclaration

AS : Activité soumise à autorisation préfectorale avec instauration de servitudes

**2.2 :** Les prescriptions générales du présent arrêté s'appliquent à toutes les installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire, qu'elles relèvent ou non de la nomenclature des installations classées.

**2.3 :** La présente autorisation vise également les installations ou opérations suivantes relevant de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau :

RUBRIQUE EAU	INTITULE	A/D	DESCRIPTION
5-4-0	Epandage	A	volume 70 000 m³/an DBO5 = 70 tonnes/an Azote = 5,3 tonnes/an

.../...

## **TITRE II**

### **DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT**

#### **ARTICLE 3 : AUTRES REGLEMENTATIONS**

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de satisfaire aux réglementations autres que la législation des installations classées qui lui sont applicables, en particulier celles relevant des codes de l'urbanisme, de la santé publique et du travail ainsi que toutes les dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, la protection des machines et la conformité des installations électriques.

#### **ARTICLE 4 : MODIFICATIONS**

Tout projet de modification envisagé par l'exploitant, aux installations à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable, devra, avant sa réalisation, être porté par le pétitionnaire à la connaissance du préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

#### **ARTICLE 5 : ACCIDENTS - INCIDENTS**

- 5.1 :** Il est rappelé que par application des dispositions de l'article 38 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé, tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 doit être déclaré dans les plus brefs délais à l'inspecteur des installations classées.
- 5.2 :** Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité ou de sauvetage, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné l'autorisation, et s'il y a lieu, après l'accord de l'autorité judiciaire.
- 5.3 :** L'exploitant fournira à l'inspecteur des installations classées, sous 15 jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en oeuvre pour éviter qu'il ne se reproduise.

## **ARTICLE 6 : CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES**

Les installations et leurs annexes seront implantées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Tous les plans, schémas relatifs à ces installations seront à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

## **ARTICLE 7 : AMENAGEMENT DU SITE - REGLES DE CONSTRUCTION ET DE CIRCULATION**

**7.1 :** L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

**7.2 :** L'ensemble des voies de circulation intérieures sera recouvert d'un matériau adapté et aménagé à partir de l'entrée afin de permettre une desserte facile des différents bâtiments et installations.

L'exploitant fixera les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles seront portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (par exemple panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes,...). En particulier des dispositions seront prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leur annexes.

Les bâtiments et dépôts seront accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

**7.3 :** L'établissement sera efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

## **ARTICLE 8 : PRELEVEMENTS ET ANALYSES**

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...) aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et à la demande du service chargé de l'inspection des installations classées, il pourra être procédé à des mesures physico-chimiques ou physiques des rejets atmosphériques ou liquides, des émissions de bruit ainsi qu'en tant que de besoin, à une analyse des déchets et à une évaluation des niveaux de pollution dans l'environnement de l'établissement.

Dans ces conditions, les mesures seront effectuées par un organisme (ou une personne) compétent et agréé dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées ou du service chargé de la police des eaux et de la pêche. Les frais de prélèvements et d'analyses seront supportés par l'exploitant.

#### **ARTICLE 9 : RAPPORTS DE CONTROLES ET REGISTRES**

Tous les enregistrements, rapports de contrôles et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés pendant trois ans, au moins, à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des autres services compétents qui pourront, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents leur soient adressées.

#### **ARTICLE 10 : BRUITS ET VIBRATIONS**

- 10.1 : Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.
- 10.2 : Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier les engins de chantier seront d'un type homologué.
- 10.3 : L'usage de tous matériels de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé au signalement d'incidents graves ou d'accidents.
- 10.4 : Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas être à l'origine de niveaux de bruit et d'émergence supérieurs aux valeurs fixées dans le tableau ci-après :

.../...

	<b>JOUR</b> période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	<b>NUIT</b> période allant de 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés
Niveaux limites admissibles de bruit en limite de propriété	60 dB(A)	50 dB(A)
Emergences maximales admissibles dans les zones à émergence réglementée définies par l'arrêté du 23 janvier 1997	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsque l'installation est à l'arrêt.

**10.5 :** Les machines susceptibles d'incommoder le voisinage par les trépidations seront isolées du sol ou des structures les supportant par des dispositifs antivibratoires efficaces.

**10.6 :** Une campagne de mesure des niveaux sonores sera effectuée dès la mise en service des installations de stockage des effluents. Les résultats seront communiqués à l'inspecteur des installations classées. Cette campagne de mesure sera renouvelée tous les 3 ans.

## **ARTICLE 11 : MESURES GENERALES DE PREVENTION DES POLLUTIONS**

Les installations doivent être conçues et aménagées de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en oeuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques. Ceci doit conduire à la réduction des quantités rejetées.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

## **ARTICLE 12 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

### **12.1 : Généralités**

Toute incinération à l'air libre est interdite.

Toutes dispositions seront prises pour que le voisinage ne puisse être incommodé par la dispersion de poussières ou émanations nuisibles ou gênantes, par des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole et à la bonne conservation des sites.

### **12.2 : Emissions accidentelles**

Les dispositions nécessaires seront prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de danger pour la santé et la sécurité publiques. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne, devront être tels que cet objectif soit satisfait sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

### **12.3 : Cheminées**

Les rejets à l'atmosphère seront collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

La hauteur de la cheminée sera au moins égale à 3,8 mètres.

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale sera au moins égale à 5m/s.

## **ARTICLE 13 : LIMITATION DE LA CONSOMMATION D'EAU**

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

La réfrigération en circuit ouvert est notamment interdite.

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs des consommations. Ces dispositifs feront l'objet de relevés au moins hebdomadaires dont les résultats seront consignés sur un registre.



## **ARTICLE 14 : PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX**

### **14.1 : Principes généraux**

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects, d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout, directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

Les différents circuits d'eaux résiduaires (pluvial, eaux usées, eaux de procédé) seront de type séparatifs.

Le plan des réseaux d'alimentation en eaux et des réseaux d'évacuation faisant apparaître les secteurs collectés, les regards et points de branchement et les points de rejets sera régulièrement mis à jour et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

### **14.2 : Protection du réseau d'alimentation en eau potable**

Les installations ne devront pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre à l'occasion de phénomènes de retour d'eau la pollution du réseau public d'eau potable ou du réseau d'eau potable intérieur par des matières résiduelles ou des eaux nocives ou toute substance non désirable.

### **14.3 : Eaux usées**

Les eaux usées telles que les eaux vannes des sanitaires et lavabos et les eaux ménagères seront collectées séparément, traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur.

### **14.4 : Eaux pluviales non polluées**

Les eaux pluviales de toiture ou de ruissellement normalement non polluées seront collectées séparément et pourront être rejetées au milieu naturel.

### **14.5 : Eaux industrielles résiduaires**

Les eaux industrielles résiduaires seront collectées et dirigées vers l'installation d'épandage.

La nature, les caractéristiques et les quantités d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

Les parcelles sur lesquelles l'épandage est autorisé sont listées à l'article 16 du présent arrêté et reportées sur le plan d'apandage joint à la demande d'autorisation.

Les modalités d'épandage sont définies à l'article 15 du présent arrêté.

### **ARTICLE 15 : MODALITES D'EPANDAGES**

**15.1 :** Les périodes d'épandage et les quantités épandues sont adaptées de manière :

- à assurer l'apport des éléments utiles aux sols ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture,
- à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide,
- à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque ecotoxique,
- à empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses.

Un contrat liant la S.A. Délicelait avec chaque exploitant des terrains susceptibles de recevoir les effluents est établi.

Ce contrat outre sa durée, définit les engagements de chacune des parties.

La quantité maximale annuelle de matières fertilisantes épandues à l'hectare est définie ci-après (en kg/ha/an) :

	N	P <sub>2</sub> O <sub>5</sub>	K <sub>2</sub> O
Céréales	99	75	63
Maïs	105	80	67
Prairie temporaire	132	100	84
Prairie permanente	86	65	55

Pour l'azote, ces apports (exprimés en N global), toutes origines confondues, ne dépassent pas les valeurs suivantes :

- sur prairies naturelles, ou sur prairies artificielles en place toute l'année et en pleine production : 350 kg/ha/an,
- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kg/ha/an,
- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

Les effluents ne doivent pas être épandus sur des sols dont le pH avant épandage est inférieur à 6, sauf lorsque les trois conditions suivantes sont simultanément remplies :

- le pH du sol est supérieur à 5,
- la nature des effluents peut contribuer à remonter le pH du sol à une valeur supérieure ou égale à 6,
- le flux cumulé maximum des éléments apportés aux sols en 10 ans est inférieur aux valeurs du tableau ci-après :

	g/m <sup>2</sup>
Cd	0,015
Cr	1,2
Cu	1,2
Hg	0,012
Ni	0,3
Pb	0,9
Se	0,12
Zn	3
Cr + Cu + Ni + Zn	4

L'épandage est réalisé au minimum 3 semaines avant la remise en herbe des animaux ou la récolte des cultures fourragères et 10 mois avant la récolte des cultures maraîchères ou fruitières en contact direct avec les sols ou susceptibles d'être consommés à l'état cru.

#### 15.2 : L'épandage est interdit :

- pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé, exception faite des déchets solides,

- pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation,
- en dehors de terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées,
- sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraînerait leur ruissellement hors du champ d'épandage,
- à l'aide de dispositifs d'aéro-aspiration qui produisent des brouillards fins,
- du 01 octobre au 15 février : sur les sols nus,
- du 15 novembre au 15 janvier : - hors des parcelles "super classe 2" définies à l'article 16 repérées \*,
- à moins de 35 m de puits, forages, sources, .... destinés à la consommation humaine et de stockage souterrains ou semi-enterrés destinés à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage de cultures maraîchères.

Cette distance est portée à 100 m :

- si la pente du terrain est supérieure à 7 %,
- à moins de 35 m des berges de cours d'eau et plan d'eau,
- à moins de 100 m de toute habitation ou local occupé par des tiers, zones de loisirs et établissements recevant du public ; cette distance est ramenée à 50 m si l'enfouissement de l'effluent est réalisé dans les 12 h après épandage,
- sur les terrains affectés à des cultures maraîchères et fruitières (à l'exception de la culture d'arbres fruitiers) pendant la période de végétation et pendant la récolte.

### **15.3 : Programme prévisionnel :**

Un programme prévisionnel annuel d'épandage doit être établi, en accord avec l'exploitant agricole, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées.

Ce programme comprend :

- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne ainsi que la caractérisation des systèmes de cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture sur ces parcelles,

.../...

- une analyse des sols portant sur des paramètres suivants :
  - pH,
  - granulométrie,
  - $P_2O_5$  échangeable,
  - $K_2O$  échangeable,
  - $MgO$  échangeable,
  - $CaO$  échangeable,
- une caractérisation des effluents à épandre : quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique dont notamment :
  - matière sèche : (%),
  - matière organique : (%),
  - pH,
  - azote global,
  - azote ammoniacal (en  $NH_4$ ),
  - rapport C/N
  - phosphore total (en  $P_2O_5$ ),
  - potassium total (en  $K_2O$ ),
  - calcium total (en  $CaO$ ),
  - magnésium total (en  $MgO$ ),
- les préconisations spécifiques d'utilisation des effluents (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...),
- et l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Ce programme est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **15.4 : Cahier d'épandage :**

Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- les quantités d'effluents épandus par unité culturale,
- les dates d'épandages,
- les parcelles réceptrices et leur surface,
- le contexte météorologique lors de chaque épandage,
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les effluents, avec les dates de prélèvements de mesures et leur localisation,
- et l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des effluents produits (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

#### **15.5 : Bilan annuel :**

Un bilan est dressé annuellement. Ce document comprend :

- les parcelles réceptrices (superficie, nature : prairie, culture, ...),
- un bilan qualitatif et quantitatif des effluents épandus,
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale et les résultats des analyses de sols,
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaires qui en découlent,
- et la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Une copie du bilan est adressée au préfet, aux agriculteurs concernés, au service chargé de la police des eaux (DDAF) et à l'inspection des installations classées. Au vu de ces résultats, une modification des conditions d'épandage devra être proposée en tant que de besoin.

#### **15.6 : Analyses :**

##### Effluents :

Les effluents sont analysés semestriellement lors de la première année d'épandage et dès que des changements dans les procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur qualité.

Ces analyses portent sur le taux de matière sèche et les éléments de caractérisation de la valeur organique des effluents définis au point 15.3 ci-avant.

En dehors de la première année d'épandage, les effluents sont analysés annuellement. Cette fréquence pourra être augmentée en tant que de besoin à la demande de l'inspection des installations classées.

Les analyses des paramètres en azote global, phosphore total et potassium total seront réalisées mensuellement.

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des effluents sont conformes aux dispositions prévues par l'arrêté du 2 février 1998 modifié le 17 août 1998 relatif aux prélèvements et la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son annexe VII d.

Le volume des effluents épandus est mesuré soit par des compteurs horaires totalisateurs dont seront munies les pompes de refoulement, soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent.

Les résultats des analyses sont transmis à l'inspection des installations classées.

#### Sols :

Outre les analyses prévues au programme prévisionnel, les sols doivent être analysés sur chaque point de référence situés sur la carte annexée au présent arrêté après l'ultime épandage, sur le ou les points de référence, en cas d'exclusion du périmètre d'épandage de la ou des parcelles sur lesquelles ils se situent, et au minimum tous les dix ans.

Ces analyses portent sur les éléments suivants : Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb et Zinc.

Une analyse des sols, portant sur les paramètres ci-dessus et sur ceux définis à l'article 15.3, doit être réalisée à chaque point de référence avant le premier épandage.

### **15.7 Prescriptions techniques de l'installation d'épandage :**

#### Entreposage :

Les ouvrages permanents d'entreposage d'effluents sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est impossible. Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances (odeurs, bruits, ...) pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.

La capacité totale d'entreposage est de 600 m<sup>3</sup> au moins.

#### Pompage :

Toutes les dispositions sont prises pour assurer le bon fonctionnement de l'installation et notamment les suivantes :

La pression à l'enrouleur est d'au moins 5 bars, les équipements (pompes, enrouleurs) sont doublés, un dispositif d'arrêt de sécurité par surpression et dépression est installé.

Des rondes régulières de surveillance du réseau d'épandage sont organisées.

L'installation d'épandage devra être opérationnelle dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **15.8 : Qualité des effluents rejetés (hors épandage)**

Nonobstant les dispositions éventuelles spécifiques stipulées par ailleurs, tout rejet direct ou indirect vers le milieu naturel devra respecter les prescriptions suivantes.

Les effluents rejetés devront être exempts de matières flottantes, de produits dangereux dans des concentrations telles qu'ils soient susceptibles de dégager en égout et dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables, de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages, et de substances toxiques dans des quantités telles qu'elles soient capables d'entraîner la destruction des poissons à l'aval du point de déversement,

De plus, ils ne devront pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

### **15.9 : Prévention des pollutions accidentelles**

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel.

Les aires comportant des installations où un écoulement accidentel d'effluents liquides est à craindre, doivent être étanches et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci vers des capacités de rétention.

Les unités, parties d'unités, stockages ou aires de manutention susceptibles de contenir, même occasionnellement, un produit qui en raison de ses caractéristiques et des quantités mises en oeuvre est susceptible de porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct, seront équipés de capacité de rétention permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement.

Le volume utile des capacités de rétention associées aux stockages de produits dangereux ou insalubres devra être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé et 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Les capacités de rétention devront être à même de résister à la pression et à l'action chimique des fluides.



En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposées à cette pollution, en particulier :

- la toxicité et les effets des produits rejetés,
- leurs évolution et condition de dispersion dans le milieu naturel,
- la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- les méthodes de récupération ou de destruction des polluants à mettre en oeuvre,
- les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune et la flore exposées à cette pollution,
- les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

L'ensemble des dispositions prises et les éléments bibliographiques rassemblés par l'exploitant pour satisfaire aux prescriptions ci-dessus feront l'objet d'un dossier de lutte contre la pollution des eaux conservé à disposition de l'inspecteur des installations classées et régulièrement tenu à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques

Les analyses et les mesures en vue de faire cesser la pollution et de la résorber seront à la charge de l'exploitant.

#### **ARTICLE 16 : TERRAINS EPANDABLES**

L'épandage des eaux brutes de la laiterie se fera sur toute ou partie des parcelles adéquates définies au présent article, représentant une superficie globale de 114 ha.

Les conditions d'épandage en fonction de l'aptitude des sols (aptitude 1, 2 et S2) seront respectées selon le classement des parcelles effectué dans le dossier de demande d'autorisation.

#### **Commune de MOYON :**

- Section AD : 004\*, 005, 0010, 0011, 0012\*, 0013\*, 0073, 0074, 0075, 0077, 0078, 0079, 0080, 0081, 0082, 0083, 0084, 0091, 0102, 0103, 0117\*, 0119\*, 0120\*, 0122, 0151, 0152\*, 0188\*, 0799\*.
- Section AE : 0142, 0143, 0144, 0256, 0258, 0258.

- Section AH : 0053, 0054, 0055, 0056, 0057, 0058, 0059, 0062, 0065, 0067, 0068, 0069, 0073, 0074, 0075, 0134, 0135, 0136, 0137, 0138, 0139, 0140, 0141, 0142, 0146\*, 0147, 0148\*, 0151, 0155\*, 0156\*, 0157\*, 0158\*, 0165\*, 0166, 0167, 0168, 0169, 0170, 0171.

- Section AI : 0020, 0024, 0033, 0034, 0037, 0038, 0054B, 0055, 0088, 0104, 0141, 0143\*, 0174, 0452, 0466.

- Section AK : 0036, 0121\*, 0122\*, 0123\*, 0124\*, 0125\*, 0126, 0133, 0134, 0135, 0136\*, 0137\*, 0138, 0139, 0140, 0142, 0143A\*, 0144A, 0163, 0164, 0165, 0187, 0198, 0200, 0210.

- Section AO : 0136, 0193.

\* Parcelles classées en toute ou partie en "Super Classe 2" (S2).

## **ARTICLE 17 : DECHETS**

### **17.1 : Principes généraux**

Toutes dispositions seront prises par l'exploitant pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les diverses catégories de déchets seront collectées séparément puis valorisées ou éliminées par des installations dûment autorisées.

### **17.2 : Collecte et stockage**

L'exploitant organisera dans l'enceinte de son établissement une collecte sélective des déchets de manière à séparer les différentes catégories de déchets : déchets industriels banals tels que papiers, cartons, bois, plastiques, métaux, déchets industriels spéciaux tels que sous produits.

Cette liste non limitative est susceptible d'être complétée en tant que de besoin.

Dans l'attente de leur valorisation ou élimination, ces déchets seront conservés dans des conditions techniques assurant toute sécurité et garantissant la protection de l'environnement en toutes circonstances. En particulier seront prises des mesures de prévention contre le lessivage par les eaux météoriques, contre les envols et les odeurs.

Les emballages industriels vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions seront renvoyés au fournisseur lorsque le réemploi est possible.

### **17.3 : Elimination**

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant s'assurera lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur.

En particulier, les emballages industriels devront être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

L'exploitant doit veiller à la bonne élimination des déchets. S'il a recours au service d'un tiers, il s'assure de l'habilitation de ce dernier ainsi que du caractère adapté des moyens et procédés mis en oeuvre jusqu'au point d'élimination finale. Il sera en mesure, en particulier, de justifier de l'élimination des déchets industriels spéciaux (huiles,...) dans des installations autorisées à les recevoir.

Un bordereau de suivi sera émis à chaque fois qu'un déchet sera confié à un tiers et chaque opération sera consignée sur un registre prévu à cet effet, tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

## **ARTICLE 18 : HYGIENE ET SECURITE**

### **18.1 : Gardiennage**

L'accès à l'établissement sera réglementé. En dehors de la présence de personnel les issues seront fermées à clef.

Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour que lui-même ou un membre du personnel délégué, techniquement compétent en matière de sécurité, puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin en dehors des heures de travail.

### **18.2 : Aménagement des locaux**

Les installations seront conçues de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, toute projection de matériel, accumulation ou épandage de produits qui pourraient entraîner une aggravation du danger.

En fonctionnement normal, les locaux seront ventilés convenablement, de façon à éviter toute accumulation de gaz ou vapeurs inflammables ou toxiques.

Les installations d'appareils nécessitant une surveillance ou des contrôles fréquents au cours de leur fonctionnement seront disposées ou aménagées de telle manière que des opérations de surveillance puissent être exécutées aisément et qu'en cas d'accident, le personnel puisse prendre en sécurité les mesures conservatoires permettant de limiter l'ampleur du sinistre.

Les salles de contrôle des unités seront conçues de façon à assurer une protection suffisante des personnels et des dispositifs matériels associés à la sécurité des unités, contre les effets d'accidents susceptibles de survenir dans leur environnement proche, tels l'incendie, l'explosion, l'émission de gaz toxique.

### **18.3 : Zones de sécurité - Atmosphères explosives ou inflammables ou toxiques**

L'exploitant détermine sous sa responsabilité les zones de sécurité de l'établissement. Il tient à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées un plan de ces zones.

Ces zones de sécurité comprendront pour le moins des zones d'incendie, d'explosion ou de risque toxique.

Les zones de sécurité seront matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux...).

La nature exacte du risque (incendie, atmosphère explosive, toxique, etc.) et les consignes à observer seront indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci.

L'exploitant définit en particulier les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives ou inflammables selon les types suivants :

*Zone de type 0* : Zone où l'atmosphère est explosive ou inflammable en permanence.

*Zone de type 1* : Zone, où en cours de fonctionnement normal on est susceptible de rencontrer une atmosphère explosive ou inflammable.

*Zone de type 2* : Zone, où en cours de fonctionnement anormal on est susceptible de rencontrer une atmosphère explosive ou inflammable.

### **18.4 : Installations et équipements électriques**

L'installation électrique et le matériel utilisé seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Dans les zones où les atmosphères explosives peuvent apparaître de façon permanente ou semi permanente (type 0 ou 1), les installations électriques doivent être constituées de matériels utilisables en atmosphère explosive et répondre aux dispositions du décret n° 78-779 du 17 juillet 1978.

Dans les zones de type 2, les installations électriques doivent répondre soit aux prescriptions de l'alinéa ci-dessus soit être constituées de matériels de bonne qualité industrielle qui en service normal n'engendrent ni arc ni étincelle ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité devra pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Le matériel et les canalisations électriques devront être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine.

Un contrôle sera effectué régulièrement au minimum une fois par an par un technicien compétent, appartenant ou non à l'entreprise, qui devra très explicitement mentionner les défauts constatés auxquelles il faudra remédier dans les plus brefs délais. Ces vérifications feront l'objet d'un rapport qui sera tenu en permanence à disposition de l'inspecteur des installations classées.

### **18.5 : Protection contre l'incendie**

Les égouts véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, devront comprendre une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Il est interdit d'introduire dans les zones de type 0 et de type 1 (définies à l'article 18.3 ci-dessus) des feux nus ou d'y fumer. Les interdictions seront affichées de façon visible à chaque entrée de zone.

Un permis feu sera délivré avant la réalisation de tous travaux en zone 0 et 1.

### Ressources en eau

L'établissement disposera en toute circonstance de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie, au débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression de 1 bar. L'hydrant est situé à moins de 400 m du bâtiment et à au plus 5 m de la bordure d'une chaussée carrossable.

### Moyens de lutte

L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques présentés et au moins les équipements suivants :

- des extincteurs (poudre, eau pulvérisée, CO<sup>2</sup>, halons) seront répartis dans les locaux de l'entreprise. L'agent extincteur sera choisi en fonction des risques rencontrés dans les différents locaux,
- des robinets d'incendie armés,
- une colonne sèche,
- des bacs à sable.

Ils devront être maintenus en bon état.

### Désenfumage

Les structures fermées seront conçues pour permettre l'évacuation des fumées et gaz chauds afin de ne pas compromettre l'intervention des services de secours. Si des équipements de désenfumage sont nécessaires, leur ouverture doit pouvoir se faire pour le moins manuellement, par des commandes facilement accessibles en toutes circonstances et clairement identifiées.

### **18.6 : Formation sécurité**

L'exploitant veillera à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel.

Une formation particulière sera assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des unités.

Cette formation devra notamment comporter :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en oeuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité (notamment des matériels de lutte contre l'incendie,
- et un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité, et à l'intervention sur celles-ci.

### **18.7 : Consignes**

L'exploitant établira les consignes de sécurité que le personnel devra respecter ainsi que les mesures à prendre (arrêt des machines, extinctions, évacuation...) en cas d'incident grave ou d'accident.

Ces consignes seront portées à la connaissance du personnel et affichées à l'intérieur de l'établissement dans des lieux fréquentés par le personnel et aux emplacements judicieux.

Des consignes générales de sécurité écrites seront établies pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention et l'appel des moyens de secours extérieurs.

## **ARTICLE 19 : ABANDON DE L'EXPLOITATION**

Avant l'abandon de l'exploitation de l'établissement, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la Loi du 10 Juillet 1976 (article 34.1 du décret du 21 Septembre 1977).

En particulier :

- il évacuera tous déchets résiduels entreposés sur le site vers une décharge ou un centre autorisé,
- il procédera au nettoyage des aires de stockage, des voies de circulation, des cuvettes de rétention et des installations, et fera procéder au traitement des déchets récupérés,
- il procédera au démantèlement des installations et des capacités de stockage et évacuera tous débris ou ferrailles vers des installations de récupération ou décharges adéquates,
- à défaut de reprise des bâtiments par une autre entreprise, il procédera à la démolition de toutes les superstructures, à l'évacuation des déblais et au régalage des terrains de façon à les rendre prêts à recevoir une nouvelle affectation.

La date d'arrêt définitif de l'installation sera notifiée au préfet 1 mois au moins avant celle-ci. Il sera joint à cette notification un mémoire sur l'état du site.

## **TITRE III** **PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

### **ARTICLE 20 : INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DE LAIT**

#### **20.1 : Lutte contre les pertes de matières premières - récupération**

L'établissement dispose en permanence d'installations de récupération des produits dérivés adaptées à son niveau d'activité.

#### **20.2 : Stockage**

L'installation doit disposer d'ouvrages permettant de stocker, de collecter ou de traiter les produits dérivés correspondant à la production d'une journée de pointe.

L'ensemble des ouvrages de stockage de matières premières ou de produits dérivés est muni d'un dispositif d'alarme destiné à prévenir les débordements de liquides.

.../...

### **20.3 : Comptabilité matière**

Les moyens nécessaires sont mis en oeuvre pour connaître les volumes ou les poids des produits dérivés obtenus dans l'établissement. Ces mesures sont reprises dans un document qui peut être présenté, à sa demande, à l'inspecteur des installations classées.

Sur ce même registre, sont indiquées la (ou les) destination des produits dérivés liquides et les quantités correspondantes.

L'inspecteur des installations classées pourra demander la justification des livraisons des produits dérivés liquides réalisées (relevés récapitulatifs, bordereaux de livraison, etc ...)

### **ARTICLE 21 : DEPOTS DE GAZ COMBUSTIBLES LIQUEFIES**

**21.1 :** Les réservoirs recevant des gaz combustibles liquéfiés doivent être conformes aux prescriptions de la réglementation des appareils à pression de gaz.

**21.2 :** Le dépôt doit être d'accès facile et ne commander ni escalier ni dégagement. Il ne doit pas être situé sous un local habité ou occupé par des tiers ou sur la toiture d'un local habité.

Les réservoirs doivent être amarrés s'ils se trouvent sur un emplacement susceptible d'être inondé.

Un espace libre d'au moins 0,6 mètre de large doit être réservé autour de tout réservoir aérien.

**21.3 :** Le réservoir doit être implanté de telle sorte qu'aucun point de leur paroi ne soit à moins de 5 mètres des limites des propriétés appartenant à des tiers.

En outre, les distances minimales d'éloignement suivantes doivent être respectées entre les orifices des soupapes ou les orifices de remplissage d'un réservoir et différents emplacements.

.../...



EMPLACEMENTS	
1 - Poste de distribution d'hydrocarbure liquide	7.5 m
2 - Parois d'un réservoir d'hydrocarbure liquide	10 m
3 - Ouverture des bâtiments intérieurs à l'établissement autres que ceux utilisés exclusivement par le personnel d'exploitation	6 m
4 - Ouvertures des habitations, bureaux, ateliers extérieurs à l'établissement	7,5 m
5 - Limite la plus proche des voies de communication routières à grande circulation, des routes nationales non classées en route à grande circulation et des chemins départementaux, des voies urbaines situées à l'intérieur des agglomérations, des voies ferrées autres que celles de desserte et des voies navigables	6 m
6 - Etablissements recevant du public de la 1ère à la 4ème catégorie suivants : établissements hospitaliers ou de soins, établissements scolaires ou universitaires, crèches, colonies de vacances, établissement du culte et musées	15 m
7 - Autres établissements de 1ère à 4ème catégorie	10 m

Les réservoirs fixes doivent, en plus des équipements rendus obligatoires par la réglementation des appareils à pression, être équipés :

- d'un double clapet anti retour d'emplissage (ou tout autre dispositif offrant une sécurité équivalente),
- d'un dispositif de contrôle du niveau maximal de remplissage,
- d'un dispositif automatique de sécurité (par exemple d'un clapet anti retour ou limiteur de débit) sur les orifices de sortie pour l'utilisation en phases liquide et gazeuse. Ce dispositif doit être placé à l'intérieur du réservoir ou à l'extérieur à l'aval immédiat de la vanne d'arrêt à condition que celle-ci soit directement montée sur le réservoir,
- et d'une jauge de niveau en continu. Les niveaux à glace ou en matière plastique sont interdits.

Les orifices d'échappement des soupapes des réservoirs doivent être munis d'un chapeau éjectable (ou d'un dispositif équivalent), le jet d'échappement des soupapes doit s'effectuer de bas en haut, sans rencontrer d'obstacle et notamment de saillie de toiture.

**21.4 :** Les réservoirs doivent être mis à la terre par un conducteur dont la résistance doit être inférieure à 100 oms. L'installation doit permettre le branchement du câble de liaison équipotentielle du véhicule ravitailleur avec le réservoir.

**21.5 :** Les réservoirs doivent être efficacement protégés contre la corrosion extérieure et, leur peinture doit avoir un faible pouvoir absorbant.

**21.6 :** Les matériaux constitutifs, les dimensions et les modes d'assemblage des tuyauteries ainsi que la tuyauterie reliant éventuellement la borne de remplissage à distance à un ou plusieurs réservoirs doivent être choisis pour assurer avec un coefficient de sécurité suffisant la résistance aux actions mécaniques, physiques et aux actions chimiques dues aux produits transportés. La résistance mécanique et l'étanchéité de l'ensemble des tuyauteries doivent être contrôlées après montage par des moyens appropriés, notamment des épreuves.

Un certificat de ces contrôles et épreuves doit être établi par l'installateur. Ces essais doivent être renouvelés après toute réparation pouvant intéresser la résistance et l'étanchéité des tuyauteries.

**21.7 :** Les autres matériels électriques placés à moins de 7 m des orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes et des orifices non déportés de remplissage des réservoirs doivent être d'un type utilisable dans les atmosphères explosives et conformes au décret n° 78-779 du 17 juillet 1978.

**21.8 :** Les opérations de ravitaillement doivent être effectuées conformément aux dispositions prévues par le règlement pour le transport des matières dangereuses.

**21.9 :** La remise en état de la protection extérieure (peinture ou revêtement) des réservoirs fixes est à effectuer lorsque son état l'exige. Elle peut être faite sur place, sous réserve de respecter les conditions suivantes :

- contrôle préalable de l'étanchéité du réservoir, des accessoires et de canalisations du poste,
- et mise en place d'une liaison électrique équipotentielle entre le réservoir et le matériel pneumatique ou électrique d'intervention.

**21.10 :** Il est interdit d'approcher avec du feu ou de fumer à proximité du stockage. Cette interdiction devra être signalée par des moyens appropriés.

L'exploitant doit apposer à proximité du dépôt ou sur le réservoir une plaquette portant le numéro du centre de secours des sapeurs-pompiers.

**21.11 :** Les réservoirs en plein air doivent être implantés au niveau du sol.

Afin d'interdire l'approche du stockage à toute personne étrangère au service, celui-ci doit comporter une clôture d'une hauteur minimale de 2 m, placée à 2 m des parois des réservoirs.

Cette clôture doit comporter une porte MO (incombustible) s'ouvrant dans le sens de la sortie et fermée à clef en dehors des besoins du service.

Les abords du stockage doivent être entretenus en bon état de propreté de façon à éliminer tout déchet combustible. L'emplacement du stockage doit en outre être soigneusement désherbé ; l'emploi de désherbant chloraté est interdit.

## **ARTICLE 22 : INSTALLATIONS DE COMPRESSION**

Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés doivent satisfaire à la réglementation des appareils à pression de gaz.

Toutes dispositions sont prises pour éviter les rentrées d'air en un point quelconque du circuit gazeux.

Des filtres maintenus en bon état de propreté doivent empêcher la pénétration des poussières dans le compresseur.

Les compresseurs sont pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement l'appareil si la pression de gaz devient trop faible à son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse la valeur fixée.

L'arrêt du compresseur doit pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis, dont l'un au moins sera placé à l'extérieur de l'atelier de compression.

En cas de dérogation à cette condition, des clapets sont disposés aux endroits convenables pour éviter des renversements dans le circuit du gaz, notamment en cas d'arrêt du compresseur.

Des dispositifs efficaces de purge sont placés sur tous les appareils aux emplacements où des produits de condensation sont susceptibles de s'accumuler.

.../...

Toutes mesures sont prises pour assurer l'évacuation des produits de purge et pour éviter que la manoeuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les canalisations.

Toutes mesures sont également prises pour l'évacuation à l'extérieur sans qu'il puisse en résulter de danger ou d'incommodité pour le voisinage, du gaz provenant des soupapes de sûreté.

## **TITRE IV**

### **DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **ARTICLE 23 : DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés, notamment ceux du ou des propriétaires des terrains concernés.

#### **ARTICLE 24 : ECHEANCIER**

##### **24.1 : Installation d'épandage**

L'installation d'épandage est opérationnelle dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

##### **24.2 : Bruit**

Une campagne de mesure est réalisée dès la mise en service de l'installation d'épandage (aérateur de la cuve tampon) puis tous les trois ans.

##### **24.3 : Epandage**

Un programme prévisionnel est établi tous les ans. Un cahier d'épandage est établi tous les ans. Il est conservé pendant 10 ans. Un bilan d'épandage est établi tous les ans. Il est adressé au préfet, aux agriculteurs concernés, au service chargé de la police des eaux (DDAF) et à l'inspection des installations classées.

##### **24.4 : Effluents**

Une analyse sur les éléments définis à l'article 15.6 est réalisée semestriellement pendant la première année d'épandage et annuellement ensuite.

Une analyse sur l'azote global, le phosphore total et le potassium total contenus dans les effluents est réalisée mensuellement.

#### **24.5 : Sols**

Outre les analyses annuelles prévues au programme prévisionnel définies à l'article 15.3 les sols doivent être analysés sur chaque point de référence dans les conditions définies à l'article 15.6 soit :

- avant le premier épandage,
- après l'ultime épandage en cas d'exclusion de la parcelle concernée,
- au minimum tous les dix ans.

#### **ARTICLE 25 : RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

#### **ARTICLE 26 : SANCTIONS**

Si les prescriptions fixées dans le présent arrêté ne sont pas respectées, indépendamment des sanctions pénales, les sanctions administratives prévues aux articles 23 et 24 de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement pourront être appliquées. Toute mise en demeure, prise en application de la loi du 19 juillet 1976 et des textes en découlant, non suivie d'effet constituera un délit.

#### **ARTICLE 27 :**

La présente autorisation deviendrait caduque au cas où les installations qui en font l'objet ne seraient pas mises en service dans un délai de trois ans suivant la date de notification du présent arrêté. Il en serait ainsi également si l'établissement cessait d'être exploité pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

#### **ARTICLE 28 :**

Tout transfert des installations sur un autre emplacement nécessitera une nouvelle demande d'autorisation.

Chaque changement d'exploitant devra être déclaré au préfet dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

En cas de cessation d'activité, l'exploitant devra en informer le préfet dans le mois qui suivra cette cessation.

**ARTICLE 29 :**

Un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives de la mairie de Moyon et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimale d'un mois.

L'arrêté sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

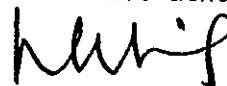
Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans les journaux Ouest-France et La Manche Libre.

**ARTICLE 30 :**

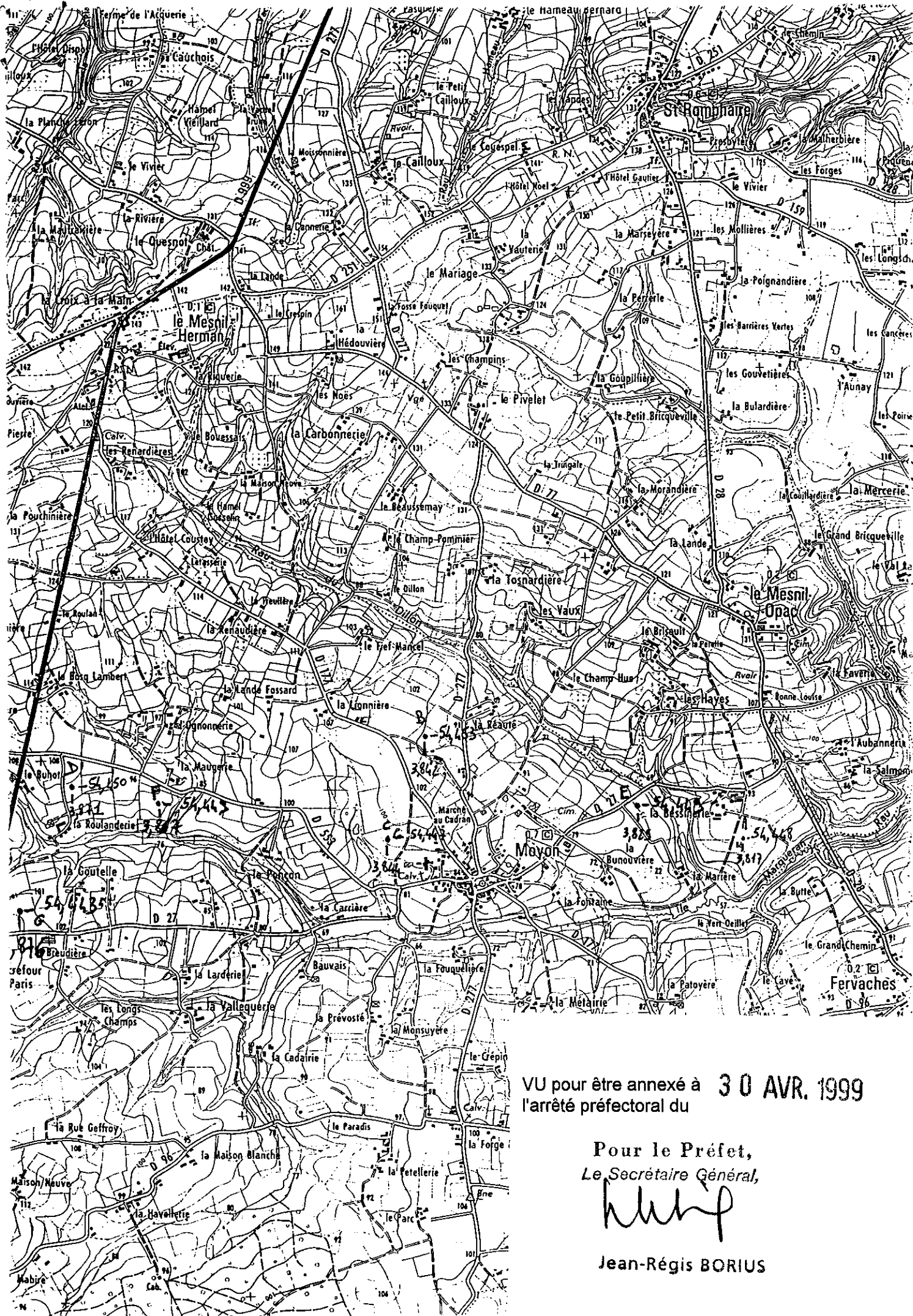
Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Moyon, le directeur régional de l'environnement, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, le chef du service interministériel de défense et de la protection civile et l'ingénieur de l'industrie et des mines - inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Lô, le 30 AVR. 1999

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,



Jean-Régis BORIUS



VU pour être annexé à 30 AVR. 1999  
l'arrêté préfectoral du

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

*[Signature]*

Jean-Régis BORIS

# DELICE LAIT NORMANDIE

Epuration agronomique des effluents

Compléments d'informations

## I POINTS DE REFERENCE DE SUIVI DES SOLS

Selon la circulaire du 17 Décembre 1998, 7 points de référence pour le suivi analytique des sols sont nécessaires.

Les points choisis sont représentatifs des zones homogènes du périmètre.

Ils sont par ailleurs situés sur les 4 exploitations du périmètre.

La carte au 1/25 000ème ci-jointe précise leur localisation :

- Point A : parcelle AI 0136, coordonnées 3,817 O ; 54,448 lat.,
- Point B : parcelle AH 0059, coordonnées 3,842 O ; 54,453 lat.,
- Point C : parcelle AH 0148, coordonnées 3,844 O ; 54,447 lat.,
- Point D : parcelle AD 0004, coordonnées 3,871 O ; 54,450 lat.,
- Point E : parcelle AI 0020, coordonnées 3,825 O ; 54,449 lat.,
- Point F : parcelle AD 0012, coordonnées 3,867 O ; 54,449 lat.,
- Point G : parcelle AD 0117, coordonnées 3,876 O ; 54,443 lat..

VU pour être annexé à **30 AVR. 1999**  
l'arrêté préfectoral du

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,



Jean-Régis BORJUS



Ampliation transmise à :

**S.A. Délicelait - Moyon**

**M. Bernard Poidvin - Cherbourg**

**MM. les maires de Moyon**

**Fervaches**

**Le Mesnil Opac**

**M. le directeur régional de l'environnement - Hérouville Saint Clair**

**M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement  
Hérouville Saint Clair**

**M. l'ingénieur de l'industrie et des mines - ~~Saint-Lô~~ Cherbourg**

**M. le directeur départemental de l'équipement - Saint-Lô**

**M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt - Saint-Lô**

**M. le chef départemental du service interministériel de défense et de protection civile -  
Saint-Lô**

**Mme la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales - Saint-Lô**

**M. le directeur départemental du travail et de l'emploi - Saint-Lô**

*Pour le préfet,  
l'attaché de préfecture,  
chef de bureau délégué,*

*D. Morel*

